



ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR

LANSANA KOUYATE

PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT

A LA 62<sup>EME</sup> SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE  
DES NATIONS UNIES

NEW YORK, LE 27 SEPTEMBRE 2007

**Monsieur le Président,**

**Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**

**Mesdames et Messieurs.**

Je voudrais avant tout, répondre à l'agréable devoir d'adresser à vous tous, hauts représentants de vos pays respectifs, les salutations amicales de la Guinée, de son peuple et de son Président le Général Lansana CONTE.

A Monsieur le Président de la 62<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale ainsi qu'au Secrétaire général de notre Organisation, je tiens à transmettre les mêmes salutations doublées de notre vœu ardent de réussite et de succès.

**Mesdames et Messieurs.**

L'ordre du jour de la 62<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale nous soumet toutes les questions essentielles qui interpellent le monde : le maintien de la paix et de la sécurité internationales, le développement de l'Afrique, la promotion des droits de l'homme, le changement climatique, la promotion de la justice et du droit international, le désarmement, la lutte contre la drogue, la lutte contre le terrorisme.

Ces sujets sont d'aujourd'hui mais ils sont aussi d'hier et probablement de demain. Ils s'inscrivent dans le long cheminement de l'homme à relever le principal défi qui s'est posé à lui depuis l'aube de son existence il y a près de trois millions d'années. Il s'agit de sa survie.

Aujourd'hui plus que jamais, cette survie est menacée par les graves manquements au respect de l'environnement. L'homme a émergé d'une nature hostile qu'il a d'abord domptée à maints égards avant d'entreprendre de la menacer dangereusement par son appétit de pouvoir absolu pour son confort et son mieux-être. Où s'arrêtera cet absolutisme ? La science a donné l'alerte alors que la mobilisation se fait plus déclamatoire qu'active, plus intentionnelle que réelle. Dans cette même salle, lors de la réunion de haut niveau sur le changement climatique, nous avons absorbé toutes les informations données par les scientifiques qui concluaient à l'action et à l'urgence. Il est paradoxal de remarquer qu'après avoir cherché désespérément sans la trouver la vie d'autres humanités sur d'autres planètes, l'homme ne réalise pas que pour l'instant il est une grosse spécificité dans l'immensité du Cosmos.

Cette spéciale existence dans la voie lactée doit demeurer à tout prix ; et cela est à notre portée. La détermination qui a animé les Nations fondatrices de l'ONU pour ordonner les affaires du monde en vue d'éloigner à jamais le spectre de la guerre doit être la même détermination qui doit amener toutes les nations de la terre à endiguer par des mesures concrètes et immédiates la dégradation de l'environnement. Chaque fois que les hommes ont voulu ils ont pu. Cependant, cette volonté ne doit pas comporter des vices cachés. Elle ne doit pas consister par exemple à imposer aux pays pauvres la restriction d'exploiter leurs forêts au nom d'un angélique service à rendre à l'humanité. L'équilibre entre la protection de l'environnement et l'indispensable volonté de développement est possible. Certains grands responsables de ce monde ont, pour l'Afrique, fait le plaidoyer d'une juste rémunération de l'exploitation de ses ressources naturelles. L'Afrique doit leur en être reconnaissante. Mais le besoin du continent va bien au-delà. Il ne veut plus être confiné au simple rôle de pourvoyeur de matières premières. Il veut les transformer pour mieux créer d'emploi et de valeur ajoutée, pour mieux créer de richesses. Le transfert de technologie aujourd'hui requis est celui de technologies qui assurent la meilleure productivité tout en respectant l'écosystème.

### **Mesdames et Messieurs,**

Les questions auxquelles l'humanité est confrontée aujourd'hui ne peuvent être traitées par aucun pays pris isolément. L'ONU, parce que incarnant notre communauté de destin doit être la confluence de nos frayeurs, de nos angoisses, de notre vision, de nos propositions, mais aussi de nos espérances. Mais pour qu'elle joue ce rôle, l'ONU a besoin d'être juste et équitable à la fois dans ses structures et dans ses mécanismes de décision. La deuxième guerre mondiale qui a été le triste vecteur qui a heureusement généré l'ONU, n'a épargné aucune nation, aucune race, aucun continent.

La réforme du Conseil de sécurité en particulier et des autres organes des Nations Unies en général doit non seulement tenir compte de cette évidence historique mais elle doit tenir compte du caractère inévitablement universaliste des problèmes qui nous assaillent. Comment arrêter le terrorisme si l'on ne tient pas compte du ferment que constituerait le dialogue des civilisations, des cultures et des religions pour plus de connaissance les uns des autres et pour plus de tolérance les uns envers les autres ? Comment vaincre le VIH/Sida si le profit demeure le critère qui

guide les laboratoires pharmaceutiques ? Comment arrêter l'inexorable dégradation de l'environnement lorsque les puissantes corporations sont peu soucieuses de l'avenir de la planète ? Comment éradiquer le fléau de la drogue lorsque les narcotrafiquants sont irrésistiblement engagés à accumuler l'argent facile ? Toutes ces questions imposent la solidarité de vision et la communauté d'action. Ici, dans ce hall mythique, l'on ne peut plus faire d'analyses plus brillantes et plus poignantes qui n'aient été déjà entendues. Mais la différence doit être maintenant l'action. Rappelons-nous que beaucoup d'engagements pris sur beaucoup de sujets n'ont pas été respectés par l'ONU ou par des groupes de pays réunis dans des organisations spécifiques. Citons quelques exemples.

En 1974, les pays les plus industrialisés ont fait la promesse d'éliminer la pauvreté dans le monde en l'an 2000. A cette fin, ils s'étaient engagés à affecter 0,7 % de leur produit intérieur brut à l'Aide Publique au Développement. En 1989, quinze ans plus tard, à la faveur de l'euphorie née de l'effondrement du mur de Berlin, les mêmes puissances ont prédit une ère de paix universelle dès la fin du 20<sup>ème</sup> siècle et le début du 21<sup>ème</sup>. Ils ont prophétisé que les budgets naguère engloutis par la course aux armements seraient désormais consacrés à accélérer l'éradication de la pauvreté, qu'ils annonçaient effective en l'an 2000.

Ces prédictions ont hélas été démenties par les réalités.

La pauvreté dans le monde, bien loin d'être éradiquée, s'est accrue depuis le début des années 90. Il y a eu plus de 100 millions de pauvres supplémentaires, rien qu'au cours de l'année 2003. En septembre 2000, dans cette même salle qui a élaboré et applaudi ces prédictions avortées, les Chefs d'Etat et de Gouvernement du monde ont adopté la Déclaration des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Cette Déclaration, consacrant implicitement la fatalité de la pauvreté, a nié les objectifs de 1974, en admettant que le seul objectif réalisable, à l'horizon 2015, est la réduction de moitié, du nombre de pauvres dans le monde.

Aujourd'hui, à mi-parcours de la réalisation de cette déclaration qui a malgré tout cristallisé tant de rêves et d'espoirs des jeunes générations du monde, tous les rapports d'experts convergent sur la quasi certitude que les objectifs du millénaire ne seront atteints qu'à la condition impérative de changer les stratégies et les règles qui façonnent notre monde d'aujourd'hui.

En lieu et place de l'embellie d'une paix globale, des guerres localisées, déchirant la membrane protectrice et titulaire de la défunte bipolarisation, ont fait irruption par vagues successives en Europe, en Afrique et en Asie essentiellement. La menace nucléaire n'a pas disparu. Qu'il soit civil ou militaire, le nucléaire est-il indispensable à la vie de l'homme ? Le nucléaire civil est certainement utile, mais le militaire pour ceux qui l'ont, comme pour ceux qui pourraient aspirer l'avoir, constituera toujours une menace pour l'humanité. C'est la logique de la rivalité entre nations qui a généré la logique de la course aux armements dont la théorie de la dissuasion n'est que le substratum.

La meilleure dissuasion c'est l'absence totale d'armes nucléaires.

La lutte contre le terrorisme est un autre défi, un défi qui se joue sur fond manichéiste : le bien opposé au mal. Si aucune circonstance atténuante ne peut être accordée à la philosophie de la terreur, ce qui peut apparaître comme son ressort objectif doit être éradiqué : l'injustice dans la gestion des affaires du monde, l'intolérance dans la perception des différences entre les cultures, le cynisme dans la théorie de la différenciation naturelle des races.

Le succès des droits de l'homme et de la démocratie planétaire est à ce prix. A cet effet, les grandes puissances occidentales qui ont tant garanti à leurs peuples la liberté, l'égalité et le respect des valeurs fondamentales de l'homme, doivent faire preuve de plus de rigueur dans la promotion pacifique des mêmes principes à l'échelle mondiale. Elles donnent aujourd'hui le sentiment de choisir souvent leurs intérêts immédiats contre les principes auxquels elles croient tout en ayant raison d'y croire.

**Mesdames et Messieurs,**

Tous les Chefs d'Etat et de Gouvernement du Continent Africain, ainsi que de bien d'autres pays, qui ont défilé à cette tribune, ont éloquemment évoqué les questions concernant les pays pauvres. Je ne voudrais en dire que quelques mots.

Piégés dans le cercle vicieux résultant de la conjonction de la mauvaise gouvernance, de la pauvreté toujours croissante, du nœud gordien de l'irréductible dette extérieure, de l'iniquité des marchés des capitaux, les pays pauvres s'enfoncent inexorablement. Se transformant souvent en sanctuaires des groupes armés rebelles, ils sont le lit des guerres civiles avec leur cortège de réfugiés et de déplacements massifs de populations. Leurs sociétés désarmées alimentent les flux migratoires et offrent des refuges idéaux pour les réseaux mafieux de la grande criminalité. La circulation des armes légères défie de plus en plus leurs frontières pour finir entre les mains dressées d'enfants soldats.

Je ne crois ni à la fatalité de la pauvreté, ni à l'inéluctabilité de la guerre. Les échecs s'expliquent clairement. Dans le combat contre la pauvreté, les groupes dominants des pays riches et les élites chargées de la gouvernance dans les pays pauvres sont co-responsables de l'échec, pour n'avoir pas tenu les engagements pris en 1974. Pire, ils ont donné la préférence à des politiques et stratégies commerciales, financières et technologiques qui ont renforcé les causes de l'appauvrissement continu des populations démunies dans le monde. Quant à l'échec de la promesse de paix universelle, il est imputable aux conceptions et aux stratégies politiques mises en œuvre par les groupes dominants et les leaders du monde qui ont privilégié la réaction sur la prévention.

### **Mesdames et Messieurs,**

Il existe des solutions pour lutter contre la pauvreté et sortir le monde de la logique de guerre permanente.

Inspiré par la communauté de destin des hommes, notre rêve de paix universelle garde toutes ses chances de se réaliser. Il passe par la promotion d'un système économique planétaire, fondé sur une série de biens communs et de services publics mondiaux, qui doivent être assurés par la collectivité mondiale et sous la responsabilité de celle-ci. Cela n'est assurément pas hors de notre portée.

Pour éradiquer la pauvreté, il s'agit de déclarer son illégalité dans les principes et son inacceptabilité dans les faits. Déclarer l'illégalité de la pauvreté, signifie concrètement, abroger les dispositions législatives et administratives qui alimentent ses mécanismes de sécrétion et de maintien dans le monde.

C'est dans la dynamique de ce nouvel élan d'engagement et de responsabilité collective en faveur de l'éradication de la pauvreté et de la garantie de la paix, que s'ouvriront les portes de la résolution de nombreux autres défis majeurs qui minent notre époque.

Bien sûr, la grande question demeure, celle de savoir si notre société contemporaine, nantie de capacités mondiales sans précédent en matière de savoir, de technologie, de finances et de mobilisation de ressources humaines, dispose en son sein, non pas de conquérants, mais de bâtisseurs de paix et de sécurité, suffisamment courageux et audacieux, pour changer les logiques actuelles qui conditionnent et façonnent notre monde.

Prenons exemple sur le 19<sup>ème</sup> siècle, époque au cours de laquelle le monde a réussi à initier le processus d'éradication définitive de la pratique multiséculaire de l'esclavage, jusqu'alors considérée comme naturelle et immuable. Pour cela, il a fallu aux courageux leaders d'alors, de déclarer son illégalité, allant jusqu'à donner leur vie en sacrifice pour qu'il en soit ainsi. L'héroïque victoire des alliés lors de la deuxième guerre mondiale, procède d'un engagement de dimension comparable. Similairement, n'est-ce pas grâce à leur volonté, fermement affirmée, que les grands leaders du monde ont réussi, tout récemment, à effacer le honteux système de l'Apartheid ? Et même à lui substituer une démocratie d'une exceptionnelle vitalité ?

### **Excellences Mesdames et Messieurs,**

Si des leaders de cette trempe ont illuminé notre passé, je suis sûr qu'il en existe encore aujourd'hui, capables de changer notre monde pour en faire un heureux héritage pour les générations futures.

Je lance un appel aux leaders du monde, ceux d'aujourd'hui et de demain, à faire entrer le 21<sup>ème</sup> siècle dans l'histoire, comme celui qui aura intégré l'humanité en tant que sujet juridique et politique dans les stratégies solidaires et globales de développement planétaire. A cette fin, nous devons œuvrer à réinventer une nouvelle architecture politique et économique planétaire, qui soit à la hauteur de la mondialité de la condition humaine et de la communauté de destin des hommes.

Les projets de réforme de l'ONU, par-delà leurs objectifs de restructuration, de renforcement et de rationalisation, doivent intégrer ces nouveaux paradigmes fondamentaux. C'est à ces prix que nous parviendrons à faire de cette Organisation, non pas une caisse de résonance des plaintes des peuples, ni un instrument au service des pulsions hégémoniques, mais un moyen au service des bâtisseurs d'une nouvelle manière de vivre ensemble, fondée sur l'aspiration universelle des personnes et des peuples à la dignité, à la justice, à la liberté, à la démocratie, à la paix et au développement, ainsi qu'à un meilleur contrôle et une meilleure utilisation de leurs ressources naturelles.

### **Mesdames et Messieurs,**

En janvier et février 2007, la République de Guinée a été en proie à une crise sociopolitique sans précédent, qui a mis en péril sa stabilité sociale et les fondements de ses institutions. En cause, la convergence d'un déficit cumulé de bonne gouvernance, d'une pauvreté rampante et d'une situation économique globale dont tous les indicateurs financiers et monétaires étaient au rouge.

Ces événements tragiques émaillés par d'importantes pertes en vies humaines ont connu la destruction massive des édifices publics et entraîné une forte érosion de l'autorité de l'Etat, tout en creusant de profonde déchirure dans le tissu social. Heureusement, ils ont pu trouver un épilogue, certes fragile encore, mais pacifique, sous les auspices de la CEDEAO et l'impulsion conjuguée de l'autorité présidentielle, des syndicats, de la société civile, des sages et des amis de la Guinée à travers le monde.

Du haut de cette tribune, je tiens à exprimer les sentiments de profonde gratitude et les remerciements les plus appuyés du peuple et du gouvernement guinéens, à toutes ces personnes physiques et morales, qui se sont investies afin que règne la paix civile dans mon pays.

Le gouvernement issu de ces événements, gouvernement que j'ai le privilège de diriger, met les bouchés doubles pour tenter de satisfaire les multiples attentes d'un peuple devenu impatient à force d'avoir trop longtemps attendu. Un plan minimum d'urgence a été élaboré pour les court et moyen termes.



Les axes cardinaux de ce plan d'urgence visent à restaurer l'autorité de l'Etat, à promouvoir une justice efficace et indépendante, à mobiliser et orienter le maximum de ressources financières vers le développement des infrastructures et la fourniture des services sociaux de base, à créer une dynamique de plein emploi des jeunes, à impulser la bonne gouvernance et à organiser des élections législatives libres, transparentes et crédibles.

Je voudrais ici remercier très sincèrement les chancelleries des Nations développées et les responsables des institutions financières internationales, pour le soutien et la générosité qu'ils ont exprimés pour la mise en œuvre de ce plan d'urgence. Je lance un appel à toutes les bonnes volontés, pour nous aider à boucler le plus rapidement possible le financement de ce plan. C'est à ce prix que nous parviendrons à redonner de l'espoir à ce peuple qui en a tant besoin, à préserver et à consolider la paix sociale encore bien fragile en République de Guinée.

**Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,**

Permettez-moi de terminer mon propos en disant que les initiatives ainsi envisagées par mon gouvernement, pour prometteuses qu'elles soient, restent tributaires de l'intérêt que les dirigeants du monde accorderont à tous les sujets que j'ai évoqués du plus profond de ma conviction.

En plus de l'engagement des ses élites et de sa société civile en faveur de la bonne gouvernance et de la démocratie, la République de Guinée a besoin d'un partenariat efficace, conçu à l'aune de ses besoins spécifiques et urgents. Ce partenariat que le peuple de Guinée appelle de tous ses vœux, sera d'autant plus adéquat, probant et durable, que les groupes dominants du monde accepteront de s'engager en faveur d'une solidarité globale, au service du développement de l'humanité.

**Je vous remercie.**